

# L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Mercredi 2 Avril 2008

régions

## Grand Paris, le MEDEF s'engage dans le débat

**Île-de-France . L'organisation patronale affirme sa volonté d'être un partenaire à part entière du débat sur le devenir de Paris et de sa région.**

«Les entreprises ne financeront rien », tel fut le cri du coeur ou plutôt celui du portefeuille lancé par Marie-Christine Oghly, présidente du MEDEF Île-de-France en conclusion du forum organisé par son organisation lundi 31 mars à Paris sur le thème « Paris Île-de-France : crise de croissance ou croissance en crise ? » C'est dire si l'on peut s'interroger pour savoir si la vision qu'a le MEDEF de l'avenir de la région capitale ne se résume pas dans ce que cela peut rapporter à l'entreprise, et non ce que celle-ci peut apporter au développement de ce territoire. Pour sa part, Thierry Jacquillat, président de « Paris-Île de France développement économique » qui regroupe une centaine d'entreprises, met en avant le dynamisme de l'Île de France qui, pour lui « représente un tout ». Dynamisme dont ne fait pas preuve Paris, qui à son avis « sommeille ». Cependant, Christian Lefèvre, professeur d'université à Paris VIII rappelle quelques vérités, notamment que cette richesse s'accompagne « d'une tendance forte à l'aggravation des inégalités sociales

et spatiales ». Ainsi de la crise de logement 375 000 demandeurs de logements sociaux. Cette situation faisant s'interroger Alain Dinin, promoteur privé, « ne faut-il pas abandonner la notion de logement social », contre-productive à ses yeux ? Logement, transports, la solution aux enjeux de développement serait le « Grand Paris » ? Mais les limites sont-elles : Paris et la petite couronne, Paris et toute l'Île de France, les avis sont partagés. Pour Pierre Mansat adjoint au maire (PCF) de Paris, que le terme « Grand Paris » ne dérange pas, l'essentiel est de « construire des projets communs » et de se situer à la « bonne échelle pour les résoudre ». Paradoxalement, Roger Karoutchi, secrétaire d'État et président du groupe UMP à la région se dit en accord avec cette conception, souhaitant que soit trouvée avec le nouveau secrétaire d'État en charge du dossier, Christian Blanc, « une voix de passage pour dégager des projets et, à terme, une nouvelle structure ». Ainsi il n'y aurait pas d'enjeu de pouvoir ? Ces questions de la gouvernance et de la

délimitation sont-elles à ce point sensibles qu'elles sont éludées ? Cependant Mireille Féry, vice-présidente (Verts) de la région fait remarquer que le schéma d'aménagement du territoire (SDRIF) construit avec toutes les collectivités territoriales « contient de nombreux projets pour un développement de tout le territoire et pour lesquels, chacun, donc l'État, se doit de prendre ses responsabilités, y compris financières ». Pour l'heure ce n'est pas le cas. Dans ce débat, le MEDEF par la voix de sa responsable régionale rappelle « l'indispensable travail en commun des acteurs économiques et des élus » sur le projet du « Grand Paris » qui doit « englober les politiques économiques » non seulement de Paris, mais de tous les départements de l'Île-de-France. Le MEDEF entend s'investir sur cette question.

**Max Staat**